



ARRÊTÉ DU MAIRE N° 2023.10.17/1403

Thème : TRAVAUX.

Objet : Autorisation délivrée à l'entreprise NASA GROUPE FOSELEV pour une intervention en nacelle sur le pylône Bouygues Télécom au niveau du Chemin du Quai Militaire le 08 novembre de 19h00 au 09 novembre 2023 à 6h00.

Le Maire de la commune de Briançon (Hautes-Alpes),

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2212-1 et suivants,
- Vu le Code de la Route et notamment l'article L 130-4 et l'article R 417-10,
- Vu le Code de la Route et notamment l'article R.411-25,
- Vu le Code Pénal et notamment l'article R 610-5,
- Vu le Code de la Voirie Routière et notamment l'article R 116-2,
- Vu le Règlement Sanitaire Départemental et notamment l'article 99.7,
- Vu la demande effectuée par la société NASA GROUPE FOSELEV le 12 octobre 2023,
- Considérant qu'il convient, pour des raisons d'ordre et de sécurité publique et afin de permettre le bon déroulement de travaux d'élagage, de prendre toutes les mesures nécessaires,

ARRÊTE

Article 1 : Autorisation délivrée à l'entreprise NASA GROUPE FOSELEV pour une intervention en nacelle sur le pylône Bouygues Télécom au niveau du Chemin du Quai Militaire le 08 novembre de 19h00 au 09 novembre 2023 à 6h00.

La voie sera barrée pendant la durée des travaux.

Article 2 : En cas de nécessité ou d'urgence, le véhicule devra être déplacé immédiatement. La sécurité des piétons ainsi que celle des personnes à mobilité réduite devront être constamment assurée par la société NASA GROUPE FOSELEV notamment par la mise en place d'un cheminement piétonnier sécurisé.

Article 3 : Le responsable du chantier est tenu de prendre toutes les mesures nécessaires afin de maintenir une voie de circulation sur l'emprise du chantier pour le passage des véhicules de secours et de sécurité ainsi que pour les riverains.

Article 4 : Cette réglementation est matérialisée par la mise en place de la pré-signalisation et de la signalisation réglementaire par la société NASA GROUPE FOSELEV conformément aux textes en vigueur.

Article 5 : Conformément à l'article R.411-25 du Code de la Route, les dispositions définies dans le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation réglementaire.

Article 6 : Tout véhicule se trouvant en infraction avec le présent arrêté est considéré comme gênant et peut être remis en fourrière outre les amendes encourues par le contrevenant.

Article 7 : Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le Tribunal Administratif de Marseille peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de sa date de publication et/ou notification.

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale,
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.

Article 8 : Ampliation du présent arrêté sera transmise pour exécution à Messieurs :

- le Commandant du Corps de Police Urbaine,
- le Responsable de la Police Municipale,
- le Directeur des Services Techniques,
- les Services Techniques Communaux-
- La société NASA GROUPE FOSELEV

Article 9 : Copie sera adressée à :

- le Centre de Secours Principal,
- la C.C.B
- la société NASA GROUPE FOSELEV,

Fait à Briançon, le 17 octobre 2023.

Le Conseiller Municipal délégué à la Sécurité,



René Michel

Par délégalion,
Béatrice CHEVALIER
Directrice Générale des Services

Transmis-le :

26 OCT. 2023

Notifié le :